

Le Bade-Wurtemberg sous la direction des Verts

Bilan des deux mandats de Winfried
Kretschmann à la tête du *Land*



Ulrich EITH

Mars 2021

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0322-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

© Couverture : Rede des grünen Spitzenkandidaten, Bündnis 90/
Die Grünen Baden-Württemberg, Flickr, 12 décembre 2015

Comment citer cette publication :

Ulrich Eith, « Le Bade-Wurtemberg sous la direction des Verts – Bilan des deux mandats de Winfried Kretschmann à la tête du *Land* », Ifri, *Notes du Cerfa*, n° 159, mars 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice et Marie Krpata, chercheurs, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Ulrich Eith a étudié les sciences politiques, les mathématiques et la sociologie. Il a obtenu son doctorat et son habilitation en sciences politiques. Depuis 2007, il est professeur de sciences politiques à l'université de Fribourg-en-Brigau, et depuis 2008, il est également directeur de la Maison d'études Wiesneck (*Studienhaus Wiesneck, Institut für politische Bildung Baden-Württemberg e.V*) à Buchenbach dans le Bade-Wurtemberg.

Parmi ses publications récentes nous pouvons citer : « Baden-Württembergs Parteiensystem im Wandel », in *Bürger & Staat. „Fünf Jahre Grün-Rot“*, n°4, 2020, p. 261-269 ; « Gesellschaftlicher Strukturwandel und soziale Verankerung der Parteien », in E. Wiesendahl (dir.), *Parteien und soziale Ungleichheit*, Wiesbaden, Springer, 2017, p. 39-61 (avec G. Mielke) ; « Die wahrgenommenen Wirkungen von Bürgerbeteiligung », in Baden-Württemberg Stiftung (dir.), *Demokratie-Monitoring Baden-Württemberg 2013/2014*, Wiesbaden, Springer, 2015, p. 223-342 (avec A.Vetter et S. Geyer) ; *Der historische Machtwechsel: Grün-Rot in Baden-Württemberg*, Baden-Baden, Nomos, 2013 (avec U. Wagschal et M. Wehner).

Résumé

La structure économique et sociale du *Land* de Bade-Wurtemberg a offert dès ses origines de bonnes conditions d'implantation pour les partis conservateurs. L'Union chrétienne-démocrate (*Christlich Demokratische Union – CDU*) a su mettre ces avantages à son profit, de 1953 à 2011, le Ministre-président du *Land* a été sans interruption un chrétien-démocrate. En 2011, les Verts et le parti social-démocrate (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands – SPD*) ont remporté une élection historique au détriment de la CDU. Pour la première fois, un *Land* allemand a élu un Ministre-président écologiste, en la personne de Winfried Kretschmann.

De 2011 à 2016, il a gouverné avec le SPD dans une coalition « verte-rouge », et depuis 2016, les Verts et la CDU ont formé une coalition « verte-noire ». Dès le début de son mandat, Kretschmann a profondément changé le style de relation entre les citoyens et la politique par sa « politique de l'écoute » et l'élargissement considérable de la participation citoyenne. En termes de politique économique, il a maintenu l'industrie du *Land*, fortement orientée vers l'exportation et dominée par l'industrie automobile et la construction mécanique, sur la voie du succès et l'a préparée à la transition écologique. En revanche, la réforme de la loi électorale, la nouvelle orientation de la politique d'intégration et d'asile entamée sous la coalition « verte-rouge » et l'expansion nationale du haut débit, n'ont progressé que graduellement.

À titre personnel, Kretschmann a rapidement acquis une bonne réputation dans l'ensemble du *Land*, bien au-delà de l'électorat des Verts. Son approche pragmatique, qui consiste à combiner étroitement économie et écologie, est axée sur l'avenir de la compétitivité économique du Bade-Wurtemberg et jouit d'une grande popularité dans tout le *Land*. La coalition « verte-noire » pourrait ainsi être considérée comme un modèle pour la future coalition du gouvernement fédéral qui verra le jour après les élections de septembre 2021.

Abstract

Baden-Württemberg's economic and social structure offered good starting conditions for centre-right parties from the beginning, which the CDU initially knew how to use for itself. From 1953 to 2011 the Prime Minister belonged to the CDU. In 2011 the Greens and the SPD won an election over the CDU for the first time. Winfried Kretschmann was elected the first Green Prime Minister in a German state. From 2011 to 2016 he ruled with the SPD in a green-red coalition, and since 2016 the Greens and CDU have formed a green-black coalition.

Right at the beginning of his reign, Kretschmann made a thorough change of style in the relationship between citizenship and politics with his "Politics of Being Heard" and the extensive expansion of citizen participation. In terms of economic policy, he kept the heavily export-oriented industrial country, which is characterized by vehicle and mechanical engineering, on the road to success and prepared it for the ecological structural change. The reform of the electoral law, the realignment of the integration and asylum policy begun under Green-Red, and the nationwide broadband expansion have only progressed gradually.

Personally, Kretschmann quickly gained a high reputation throughout the country, well beyond the green electorate. His pragmatic course of closely combining economy and ecology has the future competitiveness of Baden-Württemberg as a business location in mind and enjoys high approval throughout the state. The green-black coalition can certainly be seen as a model for federal politics.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| INTRODUCTION | 7 |
| STATUT POLITIQUE DANS LE SYSTEME FÉDÉRAL, CLIVAGES SOCIOCULTURELS ET STRUCTURE ÉCONOMIQUE DU BADE-WURTEMBERG..... | 8 |
| LES ANNÉES 1970 : LA CDU ÉRIGÉE EN « PARTI DU <i>LAND</i> » | 12 |
| DEPUIS LES ANNÉES 1980 : LA DIFFÉRENCIATION DU SYSTÈME DES PARTIS | 14 |
| 2011 : LE DÉBUT D'UNE NOUVELLE ÈRE | 16 |
| BILAN DU GOUVERNEMENT KRETSCHMANN : PRIORITÉ À LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE | 19 |
| QUELLES PERSPECTIVES POUR LES ÉLECTIONS RÉGIONALES EN 2021 ET QUELS EFFETS SUR LA POLITIQUE FÉDÉRALE ?..... | 24 |
| CONCLUSION | 26 |

Introduction

Les élections régionales du 27 mars 2011 ont marqué un tournant politique historique dans le Bade-Wurtemberg. L'Union chrétienne-démocrate (CDU), qui gouvernait le *Land* depuis 1953, a cédé le poste de Ministre-président aux Verts, en la personne de Winfried Kretschmann. Ce dernier a formé un gouvernement de coalition d'abord avec le Parti social-démocrate (SPD), puis avec la CDU lors de son deuxième mandat en 2016. Il brigue actuellement un troisième mandat et a de fortes chances de sortir vainqueur des élections régionales du 14 mars 2021.

Nous analyserons dans cette note le contexte et les changements profonds de l'échiquier politique du Bade-Wurtemberg et tirerons le bilan des dix ans de gouvernement sous la direction des Verts. Nous nous intéresserons ensuite aux résultats potentiels du scrutin à venir et à l'impact des deux mandats de Winfried Kretschmann sur la politique nationale, notamment dans la perspective des élections fédérales du 26 septembre prochain. Nous commencerons par un panorama du statut du Bade-Wurtemberg dans le système fédéral allemand, de ses particularités socioculturelles et de sa structure économique.

Statut politique dans le système fédéral, clivages socioculturels et structure économique du Bade-Wurtemberg

L'Allemagne est une République fédérale composée de 16 *Länder* qui disposent de leur propre Constitution, Parlement et gouvernement. Contrairement au fédéralisme suisse, le système allemand repose sur un lien étroit entre les différents niveaux de gouvernance et sur une répartition fonctionnelle des compétences. Si la voix du gouvernement fédéral prévaut en matière législative, les *Länder*, réunis au *Bundesrat*, jouent néanmoins un rôle majeur dans le processus législatif. Ils sont en effet responsables de l'application des lois. Les *Länder* ont compétence législative dans les domaines suivants : l'éducation, la fonction publique, le système pénitentiaire, la protection de l'environnement et la santé¹. Le système fédéral allemand est organisé de façon à répartir le pouvoir entre l'État fédéral (*Bund*) et les *Länder* – ce qui garantit un contrôle des pouvoirs – et à assurer l'homogénéité des conditions de vie dans l'ensemble du pays, plutôt qu'à préserver les particularités régionales. C'est ce qui le distingue du système suisse. Ce modèle de fédéralisme coopératif se traduit par un solide réseau d'instances de négociation, à la fois entre le pouvoir exécutif fédéral et les gouvernements régionaux, généralement multipartites, et enfin entre les 16 *Länder*. L'Allemagne se distingue également par sa conférence permanente des ministres de l'Éducation des *Länder* (qui a vocation à harmoniser les politiques en matière d'éducation), sa conférence des ministres-présidents ou, à l'heure actuelle, les négociations entre la chancelière, les ministres-présidentes et les ministres-présidents sur les mesures de lutte contre la pandémie.

Le *Land* du Bade-Wurtemberg existe dans sa forme actuelle depuis le 25 avril 1952, date à laquelle ont fusionné les trois *Länder* qu'avaient créés les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale : le Bade, le Wurtemberg-

1. K. Detterbeck, « Spielräume einer Vernunftsehe: Die Rahmenbedingungen für Grün-Schwarz in Baden-Württemberg », *Bürger & Staat*, n° 2, 2000, p. 206-213.

Bade et le Wurtemberg-Hohenzollern. Auparavant, l'actuel Bade-Wurtemberg était composé du Royaume de Wurtemberg et du Grand-duché de Bade, tous deux créés au début du XIX^e siècle dans le sillage du nouvel ordre européen imposé par Napoléon. Ils rassemblaient alors des régions aux traditions politiques et culturelles très différentes². Il a toujours existé dans le *Land* une opposition entre le nord et le sud, encore palpable aujourd'hui. Dans le Wurtemberg, ces divergences sont liées à un fort clivage religieux. Le nord est marqué par le piétisme protestant de la région du Vieux-Wurtemberg autour de Stuttgart, qui loue les vertus souabes de l'ardeur au travail, de l'autodiscipline et de l'invention, mais aussi d'un grand contrôle social. Le sud est quant à lui marqué par le catholicisme de la Haute-Souabe – un catholicisme conservateur consolidé par la Contre-réforme catholique et prônant un libéralisme baroque.

La situation est bien différente dans le Bade. Le clivage existant entre le nord majoritairement protestant et le sud plutôt catholique n'a pas donné lieu à des mouvements religieux. Au contraire, cette région frontalière et de passage est connue outre-Rhin pour son ouverture d'esprit³.

Ces modèles structurels régionaux et religieux ont donné naissance à une organisation en petites villes rurales, qui n'a que très peu changé car le sud-ouest de l'Allemagne a connu une industrialisation tardive⁴. La différenciation et la spécialisation rapides de l'industrie n'ont pas réellement créé une main-d'œuvre importante dans le secteur ni de grands centres urbains industriels, contrairement au reste du pays. Les seules agglomérations industrielles notables du Bade-Wurtemberg se trouvent dans les régions de Stuttgart, du Rhin-Neckar (Mannheim) et du Mittlerer Oberrhein (Karlsruhe). Aujourd'hui encore, ces trois régions concentrent près de la moitié de la production du *Land*.

Et pourtant, le Bade-Wurtemberg s'est imposé au cours des 70 dernières années comme moteur économique de l'Allemagne et de l'Europe, s'illustrant par son faible taux de chômage et son niveau de vie élevé. Les petites structures artisanales d'antan ont laissé la place à des industries et des entreprises de services très spécialisées. Aujourd'hui, le

2. H.-G. Wehling, « Baden-Württemberg: Zur Geschichte eines jungen Bundeslandes », in R. Weber et H.-G. Wehling (dir.), *Baden-Württemberg. Gesellschaft, Geschichte, Politik*, Stuttgart, Kohlhammer, 2006, p. 9-32.

3. H. Bausinger, « Zur politischen Kultur Baden-Württembergs », in D. Langewiesche, H.-G. Wehling et B. Mann (dir.), *Baden-Württemberg. Eine politische Landeskunde*, 4^e éd., Stuttgart, Kohlhammer, 1996, p. 14-42.

4. G. Mielke, « Alter und neuer Regionalismus: Sozialstruktur, politische Traditionen und Parteiensystem in Baden-Württemberg », in D. Oberndörfer et K. Schmitt (dir.), *Parteien und regionale politische Traditionen in der Bundesrepublik Deutschland*, Berlin, Duncker & Humblot, 1991, p. 299-313.

Bade-Wurtemberg est l'une des dix régions économiques les plus importantes de l'Union européenne⁵. Son modèle économique se distingue en premier lieu par une plus grande concentration d'entreprises de production, en particulier dans l'automobile et la construction mécanique, mais également dans la chimie, l'électronique et la métallurgie. En 2019, l'industrie représentait en effet 34 % de la valeur ajoutée brute du *Land*, contre 24 % en moyenne dans le pays⁶. Le Bade-Wurtemberg est donc le centre industriel de l'Allemagne. L'économie du *Land* est également axée sur les services spécialisés aux entreprises, tels que le traitement des données, le développement de logiciels, le conseil aux entreprises ou encore la publicité. Le Bade-Wurtemberg compte ainsi depuis plusieurs dizaines d'années, aux côtés de la Bavière et de la Hesse, parmi les contributeurs nets au système de péréquation financière allemand⁷, dans le cadre duquel il offre un soutien financier considérable aux *Länder* moins riches.

L'économie de la région se distingue en outre par sa forte internationalisation et le niveau de ses exportations. Depuis plusieurs années déjà, le Bade-Wurtemberg conforte sa position de premier exportateur du pays, devançant même la Rhénanie du Nord-Westphalie et la Bavière⁸. En 2019, près de la moitié des exportations du Bade-Wurtemberg étaient destinées à des États membres de l'UE. Ses principaux clients sont les États-Unis, la Chine, la France, la Suisse et les Pays-Bas. Par ailleurs, le Bade-Wurtemberg, l'Alsace et le Nord de la Suisse forment depuis longtemps un espace économique et un bassin d'emploi transfrontaliers. Chaque jour, environ 46 000 Alsaciens viennent travailler dans le Bade-Wurtemberg, et 2 000 habitants du Bade-Wurtemberg se rendent en Alsace.

De plus, le Bade-Wurtemberg peut s'appuyer sur d'étroites coopérations : d'une part entre les grandes entreprises de renommée mondiale (Daimler, Bosch, Porsche, SAP ou encore IBM Allemagne) et les très nombreuses PME, en particulier dans la sous-traitance, et d'autre part entre l'industrie et la recherche de pointe, notamment les instituts de la *Max-Planck Gesellschaft* ou de la *Fraunhofer Gesellschaft*. Ce modèle s'accompagne de très lourds investissements dans la recherche et le

5. Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, *Baden-Württemberg – ein Standort im Vergleich*, 2020, p. 33, disponible sur : www.statistik-bw.de.

6. Statistisches Landesamt Baden Württemberg, *Gesamtwirtschaftliche Ergebnisse für Baden-Württemberg*, 2020, p. 7, disponible sur : www.statistik.baden-wuerttemberg.de.

7. Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, *Baden-Württemberg – ein Standort im Vergleich*, 2020, p. 93, disponible sur : www.statistik-bw.de.

8. *Ibid.* p. 45.

développement et d'un nombre extraordinairement élevé de dépôts de brevets.

Les particularités de cette structure économique et sociale façonnent l'échiquier politique et les réussites politiques dans le Bade-Wurtemberg⁹, influant à la fois sur les résultats des différents partis aux élections et sur les attentes de la population vis-à-vis de son gouvernement régional.

L'organisation en petites villes qui domine encore aujourd'hui a permis de contenir les troubles sociaux qui accompagnent habituellement l'industrialisation et a empêché la formation d'une conscience de classe du prolétariat existant par exemple dans la Ruhr. Aujourd'hui encore, la population est en grande majorité prête à faire la navette entre le domicile et le travail. C'est d'ailleurs ce qui permet à de nombreux ouvriers de l'industrie de préserver leurs traditions et parfois même de maintenir leur mode de vie sous la forme nouvelle d'une « agriculture à temps partiel ». Et ce contexte dessert d'emblée les partis issus du mouvement ouvrier. Les milieux catholique et protestant évangélique, encore intacts après la Seconde Guerre mondiale dans les régions rurales, sont structurellement favorables à la politique des partis libéraux et conservateurs que sont la CDU et le Parti libéral-démocrate (FDP).

La puissance économique du Bade-Wurtemberg a permis d'améliorer sensiblement le niveau de vie de nombreuses personnes au cours des dernières décennies. La population attendait et attend encore aujourd'hui de son gouvernement qu'il garantisse pour l'avenir l'emploi et le niveau de vie dans le *Land*. Le Bade-Wurtemberg vit notamment du secteur automobile et de la construction mécanique. Son gouvernement doit donc prendre les bonnes décisions pour l'avenir de l'économie dans la perspective des défis que posent le changement climatique, la transition énergétique, la mondialisation, la numérisation et la pénurie de compétences, qui touche particulièrement le Bade-Wurtemberg.

9. U. Eith, « Zur Ausprägung des politischen Wettbewerbs in entwickelten Demokratien. Zwischen gesellschaftlichen Konflikten und dem Handeln politischer Eliten », in U. Eith et G. Mielke (dir.), *Gesellschaftliche Konflikte und Parteiensysteme. Länder und Regionalstudien*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 2001, p. 17-33 ; U. Eith, « Baden-Württembergs Parteiensystem im Wandel », *Bürger & Staat*, n° 4, 2020, p. 261-269.

Les années 1970 : la CDU érigée en « parti du *Land* »

La CDU, parti chrétien-démocrate créé après la Seconde Guerre mondiale à vocation interconfessionnelle, s'est inscrite dans les traditions catholiques du parti *Zentrum* de la République de Weimar. Dès les premières élections des années 1950, les circonscriptions catholiques du sud du pays – en particulier les districts de Haute-Souabe dans le Wurtemberg, qui avaient été soudés par le *Kulturkampf*¹⁰ – se sont érigées en solides bastions chrétiens-démocrates.

Pour autant, les résultats plus faibles du SPD s'expliquent moins par un clivage confessionnel que par la structure économique et de l'emploi du *Land*. Lors des premières élections régionales, les sociaux-démocrates ont recueilli le plus de voix dans les agglomérations industrielles de Stuttgart, du Nordbaden et du Mittelbaden. Mais le parti enregistre également des scores exceptionnellement élevés en Forêt-Noire du Nord, une région protestante.

L'homologue confessionnel de la CDU était initialement le Freie Demokratische Partei (FDP) dans de nombreux endroits. Jusqu'en 1968, les libéraux obtiennent lors des élections régionales parfois plus de 30 % des suffrages dans le nord du Wurtemberg protestant. Le parti est également populaire dans les circonscriptions comptant un grand nombre de petites et moyennes entreprises, de commerçants et d'employés du service public¹¹.

C'est au moment de la coalition fédérale sociale-libérale à Bonn (SPD-FDP, 1969-1982) que la CDU s'impose en parti du *Land* dans le Bade-Wurtemberg, tirant profit de facteurs organisationnels et socio-électoraux¹².

10. Le *Kulturkampf* est une lutte menée par Bismarck en Allemagne contre les catholiques entre 1871 et 1878 (NdT).

11. U. D. Adam, « Politischer Liberalismus im deutschen Südwesten 1945-1978 », in P. Rothermund et E. R. Wiehn (dir.), *Die F.D.P./DVP in Baden-Württemberg und ihre Geschichte*, Stuttgart, Kohlhammer, 1979, p. 220-253.

12. U. Eith, « Regierungsperioden und politische Dominanz in Baden-Württemberg: Die CDU als „Landespartei“ », in G. Hirscher et K.-R. Korte (dir.), *Aufstieg und Fall von Regierungen*, Munich, Olzog, 2001, p. 249-277.

En 1971, le ministre-président Hans Filbinger fait de la CDU, alors composée de quatre fédérations indépendantes, un parti régional puissant doté de structures de gouvernance plus strictes. En 1972, le ministère d'État devient un centre de gestion et de coordination de la politique du *Land*¹³. En tant que parti au pouvoir doté d'une majorité absolue, la CDU assoit, dans les années 1970, son nouveau statut de parti du *Land*, notamment par une politique de personnel et d'approvisionnement ciblée, encore en vigueur aujourd'hui.

La distanciation du gouvernement Filbinger, très conservateur, vis-à-vis de la coalition social-libérale au pouvoir à Bonn depuis 1969 joue un rôle stratégique dans la montée du parti chrétien-démocrate. Cette polarisation se concrétise en 1972 par une attaque frontale contre l'*Ostpolitik* et la politique sociale du gouvernement Brandt. Avec son slogan politique « Avec nous pour le Bade-Wurtemberg », la CDU se positionne dès 1976 comme « Parti du Bade-Wurtemberg ».

Les chrétiens-démocrates sont les grands gagnants du virage à gauche du FDP au niveau fédéral en 1969. En raison de la politique conservatrice de Filbinger, l'électorat protestant et partisan du libéralisme classique, désormais délaissé, vote en grande partie pour la CDU, qui remporte pour la première fois la majorité absolue en 1972. Depuis, les libéraux n'ont jamais obtenu plus de 10 % des voix dans le Bade-Wurtemberg.

13. Le ministère d'État est le ministère du Ministre-président (NdT).

Depuis les années 1980 : la différenciation du système des partis

Le parti des Verts, qui s'établit dans les années 1980, est massivement soutenu dans le Sud-Ouest et dans les villes universitaires. Il franchit la barre des 5 % des suffrages dès 1980. À deux exceptions près, les Verts conservent leur position de troisième groupe parlementaire du *Land* entre 1984 et 2011.

La popularité croissante du parti écologiste réduit encore plus les chances du SPD d'accéder seul au pouvoir dans le Bade-Wurtemberg. Les sociaux-démocrates subissent une double pression : la CDU est populaire chez les actifs citadins et les Verts recueillent depuis les années 1980 les voix d'une grande partie de la jeune génération instruite. Trente ans plus tard, le SPD n'est toujours pas parvenu à réconcilier les travailleurs traditionnels et l'élite post-matérialiste éduquée.

L'accession de Lothar Späth au poste de ministre-président en 1978 marque un tournant dans le processus d'intégration chrétien-démocrate. Sa stratégie de modernisation réussie sur le plan économique, bien qu'axée sur la région de Stuttgart, cible la nouvelle classe moyenne des grandes villes, cruciale pour les élections, délaissant les petites villes rurales. Le Bade-Wurtemberg devient un modèle de modernité, au prix d'un éloignement de l'électorat traditionnel de la périphérie rurale et des quartiers sensibles qui fait ressurgir de vieux clivages régionaux¹⁴. En 1988, la question de l'avortement et la situation alarmante des agriculteurs cristallisent cette colère croissante de la Haute-Souabe catholique contre la politique du gouvernement centrée à Stuttgart. Résultat : depuis 1992, les « Républicains » (*die Republikaner*) – un parti d'extrême droite – ont pu faire leur entrée à deux reprises au Parlement régional (*Landtag*) passant la barre de 5 % des suffrages.

Force est de constater que les liens entre la structure sociale et les résultats des élections dans le Bade-Wurtemberg ont progressivement

14. D. Oberndörfer, G. Mielke et U. Eith, « Die These vom Denktzettelvotum greift viel zu kurz. Analyse der Landtagswahl in Baden-Württemberg », *Süddeutsche Zeitung*, n° 86, 11 avril 1992, p. 9.

évolué entre 1980 et 2010. Et ce sont les chrétiens-démocrates de la CDU et non les sociaux-démocrates du SPD qui en sortent gagnants. Malgré un manque de soutien passager dans les circonscriptions rurales catholiques et une perte de popularité dans l'ensemble du *Land*, les chrétiens-démocrates ont réussi à prendre une longueur d'avance sur le SPD, y compris chez les ouvriers et ouvrières et les employés.

2011 : le début d'une nouvelle ère

Les élections régionales de 2011 ont eu pour conséquence première alternance dans le Bade-Wurtemberg. C'est également la première fois en Allemagne qu'un membre des Verts, en la personne de Winfried Kretschmann, accède à un poste de ministre-président. Ces résultats s'expliquent par des facteurs conjoncturels et des tendances de fond plus anciennes¹⁵.

Ces élections se sont en effet déroulées dans le contexte du projet ferroviaire « Stuttgart 21 » et de l'accident nucléaire de Fukushima. La polémique autour du projet de transformation de la gare de Stuttgart atteint son regrettable paroxysme le 20 septembre 2010 lorsque les forces de l'ordre utilisent massivement des canons à eau contre des manifestants pacifiques. L'opinion publique en tient pour responsable Stefan Mappus, ministre-président CDU depuis février 2010, qui s'est toujours montré intransigeant et inflexible face aux opposants au projet « Stuttgart 21 ». Entre fin 2010 et début 2011, Heiner Geissler parvient à apaiser quelque peu la situation grâce à son travail de médiation¹⁶.

La catastrophe nucléaire de Fukushima se produit le 11 mars 2011. Quelques jours plus tard, le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux annoncent la sortie de l'Allemagne du nucléaire – un revirement qui fait perdre à Stefan Mappus, ancien défenseur du nucléaire, toute crédibilité aux yeux d'une grande partie de l'électorat.

Ces événements ne font qu'accélérer la baisse de popularité de la CDU. Selon les sondages, cela fait déjà plusieurs années que se renforce chez l'électorat de la CDU le sentiment que ce gouvernement, perçu comme autocentré et déconnecté de sa base électorale. C'est en particulier dans les grandes villes et auprès des femmes que la CDU perd en popularité. Le ministre président Mappus a renforcé ce malaise par son style de gouvernement abrupt. L'aspiration au changement qui s'est installée dans

15. D. Roth, « Baden-Württemberg: Was entschied die Wahl? », in U. Wagschal *et al.* (dir.), *Der historische Machtwechsel: Grün-Rot in Baden-Württemberg*, Baden-Baden, Nomos, 2013, p. 15-29.

16. En octobre 2010 le politicien chrétien-démocrate avait été nommé médiateur entre les autorités et les opposants au projet « Stuttgart 21 » par le Ministre-président. Les Verts avaient précédemment évoqué son nom comme possible modérateur dans ce conflit (NdT).

le pays, à partir de l'automne 2010, est amplifiée localement par les répercussions du projet « Stuttgart 21 » et la catastrophe nucléaire de Fukushima, ce qui conduit, au renversement du gouvernement CDU lors des élections régionales de 2011.

Ce tsunami politique profite en premier lieu aux Verts qui, au moment des contestations autour du projet « Stuttgart 21 », distancent déjà le SPD dans les sondages et se hissent à la deuxième place derrière la CDU. L'incident de Fukushima provoque pour les Verts une remontée de plus de 12 points lors des élections. C'est en très grande partie en raison de la sortie du nucléaire – un sujet toujours brûlant aujourd'hui – que les Verts ont pu devancer le SPD et désigner un ministre-président issu de leurs rangs.

La réélection de Winfried Kretschmann en 2016 prouve toutefois que la coalition Verts-SPD n'était pas un accident dans l'histoire du Bade-Wurtemberg uniquement lié au contexte très particulier de 2011. Elle révèle plutôt la perte de confiance considérable dans les gouvernements précédents dirigés par la CDU et la réussite du premier mandat de Winfried Kretschmann entre 2011 et 2016. Le Ministre-président a en effet réussi à assumer très rapidement son nouveau rôle de « patron du *Land* » apprécié de tous ou presque. D'apparence bourgeoise – ce que traduisent ses études en littérature et en philosophie, sa foi et son engagement dans le carnaval traditionnel –, il se fixe un objectif clair et pragmatique : préserver pour l'avenir les atouts du Bade-Wurtemberg en associant de manière durable l'économie et l'écologie. Winfried Kretschmann adopte en outre un style de politique et de consultation radicalement différent au niveau du *Land* et, surtout, des communes, en proposant de nouvelles formes de participation fructueuses. Enfin, le gouvernement a su lever, dès son premier mandat, les réticences exprimées vis-à-vis de la gouvernance des Verts. La coalition Verts-SPD entre 2011 et 2016 a convaincu l'opinion publique par ses compétences et l'absence de controverses.

Les élections régionales de mars 2016 se voient éclipsées par des désaccords dans tout le pays au sujet de l'augmentation du nombre de réfugiés et des défis colossaux que cela pose aux communes, alors contraintes de s'organiser pour proposer des hébergements et des soins à ces derniers. La politique migratoire de la chancelière polarise l'opinion publique – une situation dont sortent gagnants les Verts et le parti d'extrême droite *Alternative für Deutschland* (AfD). Soutenu par une grande partie de la population, le Ministre-président Kretschmann consolide dans le Bade-Wurtemberg la politique de la chancelière, pourtant issue du parti chrétien-démocrate, alors même que le principal candidat de la CDU, Guido Wolf, est perçu comme un détracteur d'Angela Merkel. Les Verts arrivent en tête dans 46 des 70 circonscriptions électorales,

recueillant 30,3 % des voix et enregistrant ainsi le meilleur score de leur histoire. Ils se hissent à la première place, devançant la CDU de plus de trois points.

L'AfD accède quant à elle à deux mandats directs à Mannheim et à Pforzheim et recueille 15,1 % des suffrages, distançant le SPD. Si les contestations face à la politique d'accueil des réfugiés de Merkel ont été décisives, les bons résultats de l'AfD s'inscrivent aussi dans un contexte d'émergence des nationalismes dans plusieurs pays¹⁷.

Les élections régionales de 2016 n'ont fait que renforcer les changements structurels de l'échiquier politique déjà en marche en 2011. Avec le recul, les élections de 2011 ont été réellement déterminantes. Les résultats reflètent une volonté de véritable mutation et de restructuration de la scène politique du Bade-Wurtemberg.

17. U. Eith, « Stabilité et changement. Portraits régionaux et socio-structurels des élections au Bundestag 2017 », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 223, janvier-mars 2018, p. 12-21.

Bilan du gouvernement Kretschmann : priorité à la stabilité économique et financière

La rupture politique de 2011 s'explique moins par un plébiscite en faveur d'un revirement ou d'une réorientation politique du *Land*, que par un rejet du gouvernement de la CDU, perçu comme trop autocentré et déconnecté de la réalité.

Dès son arrivée au pouvoir, Winfried Kretschmann impose un nouveau style de gouvernement au sein de sa coalition avec le SPD. Il annonce dès le début de son mandat, en mars 2011, une « politique de consultation » qui tire les enseignements des conflits autour du projet ferroviaire « Stuttgart 21 » et vise à communiquer avec les citoyens et les citoyennes sur un pied d'égalité. La population est rapidement et pleinement intégrée aux vastes projets d'infrastructures et aux grandes orientations politiques. La nomination de Gisela Erler au nouveau poste de Conseillère d'État pour la société civile et la participation citoyenne, disposant d'un droit de vote au gouvernement du *Land*, fait entrer ce sujet au plus haut niveau politique, au sein du ministère d'État.

Cette nouvelle politique de consultation s'articule autour de deux mesures : d'une part, la levée des obstacles majeurs aux référendums dans le Bade-Wurtemberg, qui facilite ainsi la démocratie directe pour les prises de décisions, et d'autre part, la refonte globale de la participation citoyenne, consultative et centrée sur le dialogue, dans des contextes et des formats très différents. La décision politique finale revient toutefois toujours aux instances représentatives que sont le *Landtag* et le conseil municipal ou aux autorités administratives. En 2013, le gouvernement fixe néanmoins, sous l'égide de la conseillère d'État, une réglementation administrative visant à renforcer la participation citoyenne dans le cadre des mesures portant sur les infrastructures et des grandes procédures de planification et d'autorisation. Un guide complet est ensuite publié en 2014 à destination des instances administratives et des citoyens et citoyennes, qui illustre par de nombreux exemples les bonnes pratiques à adopter pour mettre en œuvre une participation citoyenne précoce.

Les Conseils de citoyens, organes de participation citoyenne, composés de membres choisis en partie par tirage au sort, est un format nouveau et très peu utilisé en Allemagne à l'époque pour consulter les citoyens et citoyennes en instaurant un dialogue. Au cours des dix dernières années, ces modèles se sont avérés très efficaces, à la fois dans les *Länder* et à l'échelle fédérale, pour identifier suffisamment tôt les potentiels conflits et instaurer une communication pour les désamorcer au mieux.¹⁸ Aux yeux des responsables, le Bade-Wurtemberg devient alors « instantanément un laboratoire pour le développement de la démocratie »¹⁹.

L'alternance de 2011 n'entraîne pas de changement radical dans la politique économique et financière, le *Land* restant notamment centré sur le secteur industriel et automobile. Dans sa déclaration du gouvernement en 2011, Winfried Kretschmann annonce d'ailleurs à ce sujet : « Le Bade-Wurtemberg ne s'apprête pas à vivre une révolution, mais un renouveau socio-écologique »²⁰. Marchant sur les pas du gouvernement précédent dirigé par la CDU, et parfois en contradiction avec la politique nationale des Verts, Winfried Kretschmann mène une politique d'assainissement budgétaire, appelle à modifier le système de péréquation financière et se prononce en faveur de l'accord de libre-échange TTIP (Traité de libre-échange transatlantique) – une continuité qui s'explique avant tout par les intérêts fondamentaux du moteur économique qu'est le Bade-Wurtemberg. Notons également les initiatives visant à remédier à la pénurie de compétences dans l'industrie, les tables rondes organisées à l'initiative du Ministre-président avec les grands noms du secteur automobile au sujet des mutations structurelles urgentes sur le plan environnemental ou encore des programmes de soutien au développement de l'infrastructure numérique, qui bénéficient de financements importants.

En revanche, la coalition Verts-SPD se démarque par certaines politiques, comme l'augmentation significative de la taxe sur les transferts immobiliers comme source de financement supplémentaire pour contribuer à l'assainissement des finances publiques après la crise de 2008 ou en adoptant la *Tariftreugesetz*, une loi selon laquelle seules les entreprises qui rémunèrent leur personnel au salaire minimum sont prises

18. U. Eith et J. Meier, *Bürgerräte: Erfahrungen aus der Praxis von Baden-Württemberg*, Berlin, Konrad-Adenauer-Stiftung, 2021 (à paraître).

19. G. Erler, « Wo aber Gefahr ist, wächst das Rettende auch ... Demokratie ist mehr als wählen », in R. Fücks et T. Schmid (dir.), *Gegenverkehr. Demokratische Öffentlichkeit neu denken*, Tübingen, Klöpfer und Meyer, 2018, p. 71-85, en particulier p. 72.

20. Citation tirée de F. Hörisch, « Die Finanz- und Wirtschaftspolitik der ersten grün-roten Landesregierung », *Der Bürger im Staat*, n° 4, 65^e année de parution, 2015, p. 207-213, en particulier p. 212.

en considération pour l'attribution des marchés publics²¹. Certaines politiques sont par ailleurs clairement marquées du sceau des Verts, par exemple le soutien à la production d'énergies renouvelables et les projets de transport en commun, favorisant une mobilité durable et respectueuse de l'environnement, comme alternative à la voiture individuelle²². Ces deux stratégies sont toutefois très dépendantes des décisions politiques passées et marquées par une divergence d'intérêts entre les différents acteurs. Il faudra plusieurs années avant d'observer un véritable changement de cap. Concrètement, une grande partie de la population est favorable à la transition vers une économie verte, mais rares sont les personnes qui aimeraient voir une éolienne installée à côté de chez elles.

La coalition Verts-SPD s'efforce en 2011 de prendre en considération les valeurs d'humanité et de viabilité dans sa politique d'asile et d'intégration²³, laquelle porte sur les questions de l'octroi du droit d'asile, du regroupement familial, des pratiques d'expulsion ou encore de l'intégration dans la société. Des mesures concrètes sont prises pour développer les structures d'intégration. Il est en effet nécessaire d'offrir de meilleurs hébergements, d'assurer une offre de soins de santé globale et de simplifier l'intégration dans le monde du travail. La coalition Verts-CDU formée à l'issue des élections de 2016 freine néanmoins la mise en œuvre de ces réformes, les Verts et la CDU ayant de trop grandes divergences sur ces questions. Le gouvernement du *Land* réussit toutefois à conclure avec les communes un pacte pour l'intégration qui rend possible la mise en place de nombreuses mesures d'aide aux migrants et aux migrantes et de participation citoyenne de ces populations.

À son arrivée au pouvoir, la nouvelle coalition n'opère pas de changements majeurs dans la coopération transfrontalière et la politique européenne. Le gouvernement Kretschmann maintient, pendant ses deux mandats, les formes de coopération existantes, à savoir la Conférence internationale du lac de Constance, la Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur, le projet « Quatre moteurs pour l'Europe » rassemblant le Bade-Wurtemberg, la Catalogne, la Lombardie et la Région Rhône-Alpes ou encore la « Stratégie pour la région du Danube »²⁴. Ces réseaux internationaux sont essentiels pour le Bade-Wurtemberg, une région

21. F. Hörisch, « Die Finanz-, Wirtschafts- und Arbeitsmarktpolitik der grün-schwarzen Landesregierung », *Bürger & Staat*, n° 4, 70e année de parution, 2020, p. 232-239.

22. H. Gebhardt, « Energie und Verkehr in Baden-Württemberg », *Der Bürger im Staat*, n° 4, 70e année de parution, 2020, p. 248-260.

23. S. Kastner, « Integrationspolitik: Folgenbewältigung statt Reformen », *Bürger & Staat*, n° 4, 70e année de parution, 2020, p. 240-247, en particulier p. 240.

24. M. Große Hüttmann, « Eine Bilanz der Europapolitik der grün-roten Landesregierung », *Der Bürger im Staat*, n° 4, 65e année de parution, 2015, p. 231-239.

frontalière nichée au cœur de l'Europe, en particulier pour organiser le quotidien des frontaliers et frontalières.

En matière d'éducation, les Verts ne se sont pas démarqués, à l'exception de la création en 2012 d'un établissement scolaire général (une *Gemeinschaftsschule*) comme voie alternative au *Gymnasium*²⁵. Cette continuité s'explique notamment par le fait que le ministère de l'Éducation était dirigé à partir de 2011 par le SPD et à partir de 2016 par la CDU, sans compter que les Verts et la CDU ont une vision très différente du système scolaire.

La politique d'éducation a grand besoin de changement. La pandémie de coronavirus a mis en évidence les failles du système scolaire allemand, y compris dans un *Land* aussi riche que le Bade-Wurtemberg : des difficultés dans l'accès des écoles aux technologies numériques, un manque de personnel et une absence de personnels remplaçants pour les situations exceptionnelles ainsi que des bâtiments scolaires dont la structure ne permet pas de respecter les mesures sanitaires²⁶. La politique d'éducation est amenée à prendre de l'importance dans les années à venir. Sa mission première sera d'accompagner les changements structurels à venir dans l'industrie en proposant des formations initiales et continues adaptées.

Alors quel bilan peut-on tirer ? Le gouvernement Kretschmann s'est globalement attaché à préserver les intérêts du centre économique qu'est le Bade-Wurtemberg dans l'essentiel de sa politique économique et financière. Il n'a pas rompu avec les politiques des gouvernements précédents sur cette question. Mais il a fixé des priorités écologiques à travers des mesures assurant l'avenir de la production industrielle dans le *Land*, en particulier le développement et l'utilisation de processus de production durables et de technologies alternatives contribuant à la protection des ressources. Winfried Kretschmann n'a de cesse de souligner qu'il est nécessaire d'associer écologie et économie pour préserver la compétitivité des entreprises du Bade-Wurtemberg, son fort taux d'emploi et son niveau de vie élevé. Au cours des dix dernières années, le gouvernement a par ailleurs développé les énergies renouvelables, favorisé la mobilité durable dans la politique de transport et mis en place des aides au développement de l'infrastructure numérique – trois domaines dans lesquels des actions prioritaires sont plus que jamais nécessaires, en

25. En Allemagne, les élèves sont répartis dans différents types d'établissements (d'enseignement général ou professionnel) en fonction des résultats obtenus à l'issue de l'enseignement primaire. Le parcours du *Gymnasium* englobe ce qui correspond en France au collège et au lycée général. Une *Gemeinschaftsschule* propose les parcours de l'enseignement général et professionnel au sein d'un même établissement, et ce, depuis la première année d'école primaire (NdT).

26. H. Schöne, S. Immerfall et B. Strohmaier, « Grün-schwarze Bildungspolitik in Baden-Württemberg », *Bürger & Staat*, n° 4, 70e année de parution, 2020, p. 214-225.

particulier dans le déploiement généralisé du haut débit. Ces changements sont toutefois source de contestations complexes et ne peuvent être déployés du jour au lendemain.

La coalition Verts-SPD s'était fixé dès 2011 des objectifs de réforme très ambitieux sur de nombreuses thématiques politiques et sociétales. Sa plus grande réussite est sans aucun doute sa « politique de consultation », qui a sensiblement changé les rapports entre la classe politique et les citoyens et citoyennes. En matière d'égalité des genres, les Verts ont ouvert de vives discussions sur une potentielle réforme électorale dans le but d'augmenter sensiblement le pourcentage de femmes dans le *Landtag* jusqu'à atteindre la parité – un débat loin d'être clos, qui se poursuivra pendant le quinquennat suivant. Dans le domaine de la politique d'asile et d'intégration en revanche, la volonté de réforme initiale des Verts s'est heurtée à leurs divergences d'intérêts avec la CDU, autre parti de la coalition à partir de 2016.

Le gouvernement a ensuite revu ses priorités et son cadre de gouvernance au printemps 2020, lorsque la pandémie de coronavirus a éclaté. Il a fallu débloquer des financements considérables afin de mettre en place des programmes d'aide d'urgence pour limiter les répercussions économiques de la crise sanitaire. Le gouvernement fédéral et les gouvernements des *Länder* ont opéré un revirement rapide, mettant entre parenthèses, y compris dans le Bade-Wurtemberg, la rigueur budgétaire et la politique du « zéro déficit » (*schwarze Null*).

Quelles perspectives pour les élections régionales en 2021 et quels effets sur la politique fédérale ?

Dans le contexte actuel, les Verts jouissent d'une position très favorable pour les élections régionales du 14 mars 2021. Depuis deux ans, le parti devance la CDU de plusieurs points dans les sondages réalisés par les grands instituts. Et environ deux tiers de la population se déclarent satisfaits des deux mandats du Ministre-Président. Selon un sondage Infratest dimap du 4 février 2021, si l'on procédait à une élection directe, ce qui n'est pas possible dans le Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann recueillerait 65 % des voix et son opposante de la CDU, l'actuelle ministre de l'Éducation Susanne Eisenmann, seulement 16 %. Pire encore pour cette dernière : même les membres de son parti voteraient à 69 % pour Winfried Kretschmann et à 19 % pour leur candidate²⁷.

Selon les résultats de ce sondage, trois scénarios sont possibles : soit Winfried Kretschmann est réélu et forme une coalition Verts-CDU (avec une majorité de 60 % au *Landtag*) ou une coalition Verts-SPD-FDP (avec une majorité de 54 % au *Landtag*), soit Susanne Eisenmann forme une coalition avec le SDP et le FDP (avec une majorité de 47 % au *Landtag*) – sa seule option. Ces élections devraient donc déboucher sur de longues négociations pour former une coalition.

Mais tout n'est pas encore joué. Réélue de nombreuses fois avant 2011, la CDU est encore très populaire dans les différents milieux et groupes sociaux. Si les Verts, qui représentent certains milieux sociaux, ont su asseoir leur popularité non seulement dans les villes mais également dans les zones rurales, leurs résultats aux élections sont étroitement liés à la grande popularité du ministre-président Kretschmann. Et en cette période complexe et incertaine, un rien peut faire basculer les intentions de vote.

Cette focalisation sur la personne du ministre-président est certes due à la solide popularité de Winfried Kretschmann dans le Bade-Wurtemberg,

27. Infratest dimap, *Baden-WürttembergTREND Februar 2021 im Auftrag des SWR und der Stuttgarter Zeitung*, 2021, disponible sur : www.infratest-dimap.de (consulté le 16 février 2021).

mais pas seulement. C'est également un marqueur global de la politique des *Länder* en Allemagne, qui est souvent représentée aux yeux du public par la personne à la tête du gouvernement régional. En règle générale, rares sont les électeurs et électrices capables de citer le nom des membres de leur gouvernement régional. Dans ce contexte, ce sont essentiellement aux candidats et aux candidates, et non aux partis, de se démarquer dans la campagne électorale. Il est également compliqué pour les partis de présenter et de mettre en avant des successeurs potentiels pour des postes-clés. Chez les Verts, seul le ministre des Affaires sociales, Manfred Lucha, responsable de la lutte contre la pandémie, est connu du grand public. Généralement, le président du groupe parlementaire – en l'occurrence Andreas Schwarz depuis 2016 – exerce également une influence politique susceptible de lui permettre d'accéder à un poste-clé. Edith Sitzmann, ministre des Finances, a longtemps été perçue comme successeuse potentielle du ministre-président Kretschmann, mais elle a décidé de mettre fin à sa carrière politique à la fin de son mandat. Boris Balmer, maire de Tübingen, est également connu en dehors du Bade-Wurtemberg mais il reste un *outsider* sur l'échiquier politique. Tout ceci reste pour l'instant théorique car en politique, les nominations sont bien souvent annoncées au dernier moment.

Conclusion

Les dix années au pouvoir du ministre-président Kretschmann ont laissé une empreinte durable en politique, à l'échelle du *Land* mais également du pays. Winfried Kretschmann a prouvé que les Verts pouvaient gouverner le Bade-Wurtemberg, un *Land* pourtant porté par l'industrie. Contrairement à ce que craignaient les critiques libéraux et conservateurs, il n'y a pas eu de *black-out* à l'arrivée au pouvoir de la coalition Verts-SPD en 2011. Avec son style personnel, son pragmatisme et sa détermination à fixer des objectifs écologiques cohérents au regard des nécessités économiques et industrielles, Winfried Kretschmann a réussi à gagner la confiance de l'électorat, au-delà de son propre parti. La manière dont il a géré publiquement la maladie grave de sa femme s'inscrit tout à fait dans ce cadre. Aux yeux d'une grande partie de l'électorat de centre-droit du Bade-Wurtemberg, la CDU reste trop attachée au maintien des acquis. En outre, le parti ne peut pas tabler sur une personnalité populaire dans ses rangs. Certains défenseurs de l'environnement et du climat reprochent toutefois au Ministre-président de ne pas avoir pris de mesures plus incisives en matière d'écologie. La création du parti de protestation *Klimaliste* en septembre 2020 a sonné comme un signal d'alarme chez les Verts. Dans leur programme pour les élections régionales de 2021, les Verts sont catégoriques : il est primordial de respecter les objectifs fixés par l'accord de Paris.

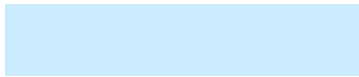
Le ministre-président du Bade-Wurtemberg a également un impact sur la politique fédérale dans la mesure où il défend les intérêts du *Land* au Bundesrat, dont il a par ailleurs assuré la présidence pendant un an en 2012-2013. Winfried Kretschmann a également attiré l'attention du public en devenant le seul Ministre-président issu des Verts dans le pays, qui dirige par ailleurs un moteur économique de l'Allemagne. En outre, au sein du parti écologiste, la faction du Bade-Wurtemberg forme depuis sa création l'aile défenseuse de la *Realpolitik*. Au vu de la potentielle formation d'une coalition CDU-CSU-Verts à l'issue des élections fédérales en septembre 2021, il est très probable que Winfried Kretschmann mette en avant sa solide expérience de coopération avec la CDU auprès de la direction du parti. Il se peut également qu'il joue un rôle majeur dans la campagne électorale fédérale, en particulier s'il est encore ministre-président du Bade-Wurtemberg en septembre et si la pandémie de

coronavirus le permet. À l'heure actuelle, il semble toutefois peu probable qu'il se tourne vers la politique fédérale.

Winfried Kretschmann a marqué le Bade-Wurtemberg en instaurant un style de gouvernement radicalement différent, à l'écoute des citoyens et citoyennes, et en posant les premiers jalons d'un virage écologique de ce *Land* qui est l'un des poumons économiques du pays. Une idée est désormais largement répandue : celle qu'un changement structurel de l'industrie et que le développement de technologies d'avenir concurrentielles, fondé sur la créativité des ingénieurs et ingénieures et des spécialistes techniques, sont nécessaires pour garantir la prospérité et un niveau de vie élevé dans la région. Les citoyens et les citoyennes devront toutefois également adopter des comportements plus respectueux de l'environnement dans de nombreux aspects de leur vie quotidienne. Et il ne suffit pas de faire preuve de bonne volonté. La mise en œuvre d'un cadre politique cohérent s'impose.

Les dernières publications du Cerfa

- ▀ A. Lensing, [Les Verts allemands, un nouveau parti de rassemblement ?](#), *Notes du Cerfa*, n°158, Ifri, janvier 2021.
- ▀ C. Major, C. Mölling, [Autonomie stratégique européenne : arrêtons de nous enliser dans les débats toxiques](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 14 décembre 2020.
- ▀ F. Decker, [L'avènement d'une nouvelle époque dans des temps troublés. La CDU à la fin de l'ère Merkel](#), *Notes du Cerfa*, n°157, Ifri, décembre 2020.
- ▀ P. Hassenteufel, « [Le système de santé allemand face à la crise du coronavirus](#) », *Notes du Cerfa*, n°156, Ifri, novembre 2020.
- ▀ D. Puhl, [La coopération en matière d'armement entre la France et l'Allemagne. Un terrain d'entente impossible](#), *Visions franco-allemandes*, n°31, Ifri, novembre 2020.
- ▀ D. Capitant, [L'arrêt de la Cour de Karlsruhe : un coup de tonnerre dans un ciel serein ?](#), *Notes du Cerfa*, n°155, Ifri, octobre 2020.
- ▀ S. Parthie, [La politique économique allemande face à la crise du COVID-19 : Comment l'Allemagne soutient son économie](#), *Notes du Cerfa*, n°154, Ifri, octobre 2020.
- ▀ P. Maurice, [Trente ans après sa réunification, le « moment européen » de l'Allemagne ?](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, Ifri, 1^{er} octobre 2020.



Institut français
des relations
internationales

